

**S.E. Monsieur Ismael Elmi, Conseiller technique  
du Ministre de l'agriculture de la République de Djibouti**

**Sur l'état nutritionnel**

À l'instar des autres pays de la Corne de l'Afrique, la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est très préoccupante à Djibouti. Des années successives de sécheresse dans la Corne d'Afrique n'ont pas épargné la République de Djibouti où la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population ont été considérablement affectés. Suite à plusieurs années de faibles et erratiques pluies, les pâturages et les réserves d'eau sont extrêmement pauvres dans l'ensemble du pays.

- Cette situation de vulnérabilité s'est encore aggravée avec la hausse des prix des aliments qui limite dangereusement l'accès d'un grand nombre de familles aux denrées alimentaires de première nécessité. Cette flambée des prix des denrées alimentaires a probablement forcé les ménages Djiboutiens à une menace d'insécurité alimentaire, à limiter la consommation de certains aliments. Donc ils ont opté pour un régime alimentaire moins équilibré, ayant des effets néfastes sur les groupes vulnérables.
- Le portrait global de la situation nutritionnelle dans tout le pays remonte au dernier trimestre de 2010 et pour disposer des données plus récentes sur la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans, il a donc été jugé pertinent de réaliser une enquête nutritionnelle nationale à la fin de l'année 2013.
- Conséquences à Djibouti: crise alimentaire chronique

**Les Chiffres à Djibouti :**

- la prévalence de la malnutrition aigüe globale en 2010 était estimée à 10,0%. Cette prévalence était inférieure aux taux habituellement supérieurs à 15% obtenus par les enquêtes PAPFAM en 2002 et 2007.
- La prévalence de la malnutrition aiguë globale au niveau nationale est estimée à 17,8% (SMART, 2013).
- La prévalence de la malnutrition aigüe sévère au niveau national est de 5,7% (SMART, 2013).
- La prévalence de la malnutrition chronique globale au niveau national est de 29,7% (SMART, 2013).
- La prévalence de l'insuffisance pondérale globale au niveau national est de 29,6% (SMART, 2013).

## **En matière de sécurité alimentaire.**

- Sept ménage sur 10 vivent en condition d'insécurité alimentaire:
  - En février 2014, l'insécurité alimentaire affecte 70% des ménages ruraux, avec une augmentation substantielle depuis septembre 2013.
- Accroissement de l'insécurité alimentaire sévère:
  - Sur l'ensemble des zones rurales du pays, 18,1% des ménages vivent dans des conditions d'insécurité alimentaire sévère et 52,5% en insécurité alimentaire modérée.
  - Les ménages affecté par l'insécurité alimentaire ont une alimentation très peu diversifiée, composée uniquement de céréale, d'huile et du sucre.

## **Les initiatives du Gouvernement**

- Un Programme National de Sécurité Alimentaire (2012-2017) a été mis en œuvre dont les axes sont:
  - L'assurance d'une sécurité alimentaire durable;
  - L'assistance aux groupes vulnérables;
  - La création de nouvelles sources de croissance par l'introduction des technologies et l'appui aux exportations
- En 2012, le Programme détaillé de Développement de l'Agriculture a été signé entre le gouvernement djiboutien et les partenaire au développement:
  - Promouvoir le développement de l'agriculture, l'élevage et la pêche;
  - Revue annuelle pour apprécier l'exécution du PNSA;
- Création d'une Société Djiboutienne de Sécurité alimentaire ( SDSA)
- Projet d'accaparement des terres agricole:
  - Le gouvernement djiboutien a signé des accords d'exploitation ou d'accaparement des terres agricoles avec des pays comme le Soudan et l'Ethiopie afin de soutenir le stock et stabiliser le prix des denrées alimentaires de base ;
- Exonération de taxe à l'importation des denrées alimentaire de base (Farine, sucre, riz et huile)
- Création d'un laboratoire national d'analyses et de contrôle alimentaire (LANAA)

## **Conclusion**

- Actuellement, 20% de besoin alimentaire du pays sont couverts et 80% des produits alimentaires consommés sont importés. Ce qui fait de Djibouti un pays extrêmement sensible aux fluctuations des prix de ces produits.
- Enfin, nous attendons la contribution de la communauté internationale pour renforcer et combler ce déficit.